

La plus grande ERREUR de l'Occident | Pr. Alastair Renfrew

Ils continuent de présenter la Russie comme un chien enragé avide de pouvoir. Mais la vérité, c'est que, quel que soit le dirigeant à Moscou (ou à Saint-Petersbourg), une chose a toujours primé pour tous les dirigeants : la sécurité. La sécurité face à des siècles d'invasions. Mais comment faire comprendre cela à un Occident obstiné à affirmer que le Kremlin est une puissance expansionniste ? Le professeur Alistair Renfrew de l'Université de Durham analyse la longue incompréhension de l'Occident à l'égard de la politique de sécurité russe. Il examine les craintes russes d'invasion, l'intervention pendant la guerre civile, l'expansion de l'OTAN, la Géorgie, l'Ukraine, le processus de Minsk, les négociations de paix avortées et le réarmement de l'Europe. Renfrew soutient que la politique russe est principalement défensive et avertit que l'Europe prend des risques sans voie claire vers la paix. Retrouvez Alastair sur Substack : @alessandrodelgado & Le roman d'Alastair : www.faktionbooks.com Soutenez-nous ici : Neutrality Studies Substack : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Donations : <https://neutralitystudies.com/donate> Chapitres : 00:00:00 Introduction 00:01:02 Pourquoi la Russie est mal comprise 00:05:09 Peurs soviétiques et intervention étrangère 00:10:01 Intervention alliée de 1918 à 1922 00:13:19 L'impact durable de la Seconde Guerre mondiale 00:16:53 Pourquoi le message de la Russie est ignoré 00:26:55 La Géorgie et le piège de la provocation 00:31:06 Minsk, le Donbass et les négociations de 2022 00:34:59 Qui profite de la guerre ? 00:42:51 Pourquoi l'Europe se réarme 00:49:39 La Russie peut-elle éviter une guerre plus large ? 00:53:25 Où suivre Alistair Renfrew

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Aujourd'hui, nous recevons le docteur Alistair Renfrew, professeur d'anglais et de littérature comparée à l'université de Durham.

#Alastair Renfrew

Alistair, bienvenue. Bonjour, ravi d'être là, Pascal.

#Pascal

Ravi de vous avoir avec nous. Vous faites partie de ces esprits brillants que j'ai rencontrés récemment, lors de cette grande conférence à Pskov, en Russie. Vous avez une approche un peu différente du sujet russe. Même si vous venez aussi des études russes, vous êtes également professeur de littérature. Et vous avez dit que l'une des choses qui vous agacent, c'est qu'il y a,

selon vous, beaucoup d'incompréhensions — pas seulement de la russophobie, mais de vraies incompréhensions en Occident à propos de la politique étrangère de la Russie. Alors, commençons par là. Pouvez-vous nous donner un aperçu de ces malentendus ?

#Alastair Renfrew

Oui, enfin, la russophobie est clairement liée à ce malentendu historique. Vous savez, juste pour situer un peu mon parcours... Je me décris comme un ancien « russianiste ». J'ai étudié la Russie pendant une vingtaine d'années, et, pour être honnête, j'ai fini par perdre de l'intérêt pour ce pays. Au début des années deux mille, la montée d'une Russie étatiste, presque autoritaire, m'a paru bien moins intéressante que l'Union soviétique ou la période de transition. Mais ce qui a ravivé mon intérêt, et c'est assez évident ces derniers temps, c'est le conflit actuel et les circonstances qui y ont conduit.

Et pour moi, c'est une sorte de confirmation supplémentaire que, tout comme nous avons échoué à le faire à différentes périodes de l'histoire des relations, notamment entre la Grande-Bretagne et la Russie — mais je pense que cela vaut plus largement, à la fois au niveau des élites et au niveau de l'opinion publique —, nous ne comprenons toujours pas assez bien la Russie, ni ses motivations. Alors, si on replace ça dans le cadre de la politique étrangère, puisque c'était le sens de votre question, l'idée essentielle à faire passer, c'est que les pays occidentaux — la Grande-Bretagne au dix-neuvième siècle en tête — ont constamment interprété une stratégie défensive de la part de la Russie comme une politique agressive ou expansionniste. Et pour moi, c'est là que se trouve le cœur du problème.

Ça explique, vous savez, beaucoup d'affrontements historiques entre la Russie et l'Occident, et on pourra peut-être en parler plus en détail. Mais ça explique aussi, de manière fondamentale, comment on en est arrivé là dans le conflit en Ukraine. La Russie — et on peut remonter aussi loin que vous le souhaitez — c'est, à la fois, un pilier de sa politique étrangère et quelque chose de profondément ancré dans la psychologie russe : cette mentalité défensive, cette idée que la Russie, l'État russe, est en permanence menacé, encerclé. Et ça crée une attitude profondément enracinée, qui est ensuite perçue, à l'extérieur de la Russie, comme une forme d'agressivité ou d'ambition territoriale.

#Pascal

Je veux dire, c'est, je pense, vraiment très important, parce que la vision de Staline, et aussi celle d'autres dirigeants de l'Union soviétique, c'était qu'ils cherchaient à s'étendre, non ? Mais en réalité, quand on regarde les archives — et d'autres chercheurs comme Jeff Roberts le confirment — on voit chez Staline une forme de pensée profondément défensive. Il cherchait avant tout à s'assurer qu'il ne serait pas attaqué, ni d'un côté ni de l'autre. Et si on avance un peu dans les années trente, on voit qu'il était très inquiet à propos des Japonais, vraiment très inquiet, parce que ça divisait énormément ses forces. Et plus tard, avec l'occupation de l'Europe de l'Est, ce n'est pas une

situation dont il se satisfaisait comme d'un simple statu quo. Parce que ça épuisait l'Armée rouge, ça dispersait ses troupes partout.

La Russie d'aujourd'hui est à nouveau présentée comme une sorte de néo-Union soviétique, ou comme un nouvel empire russe qui chercherait simplement à étendre son territoire. Mais si on regarde vraiment ce que disent les élites de la politique étrangère russe, on se rend compte que c'est tout le contraire de leur logique. Ce qu'elles veulent, c'est sécuriser les frontières de la Russie. Vous pouvez peut-être nous donner votre interprétation ?

#Alastair Renfrew

Oui, absolument. La période dont vous parlez, les années trente et l'époque stalinienne, elle est bien sûr préparée par le moment de mille neuf cent dix-sept. Et ce que la plupart des gens, en dehors de la Russie, même parmi les personnes instruites, ne se rappellent pas — s'ils l'ont jamais su — c'est que les révolutions russes de mille neuf cent dix-sept ont été suivies d'un long conflit. On l'appelle parfois une guerre civile, parfois une guerre révolutionnaire. Et pendant ce conflit, la Russie a été envahie par des forces expéditionnaires venues de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de France, d'Autriche, des États-Unis, du Canada et du Japon. Il y avait d'ailleurs une force japonaise importante sur le territoire russe entre mille neuf cent dix-huit et mille neuf cent vingt-deux. Et tout cela prépare, si l'on pense en termes de symbolique marxiste, l'idée que la révolution est faite, du moins en apparence, au nom de la révolution mondiale.

Et cette politique se transforme rapidement en socialisme dans un seul pays, ce qui, en soi, traduit une posture défensive. Cette posture défensive vient du sentiment d'être encerclé et constamment menacé. Depuis la guerre civile, entre mille neuf cent dix-huit et environ mille neuf cent vingt et un, vingt-deux, la politique étrangère soviétique — qu'on peut distinguer de la politique étrangère russe actuelle — a été largement déterminée par une peur très réaliste : celle que les puissances occidentales continuent à chercher à saper la stabilité, la sécurité et l'unité de l'Union soviétique. C'est ce contexte qui prépare pratiquement tout ce qui s'est passé entre mille neuf cent vingt et un, vingt-deux, et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Tout ce qui se produit pendant cette période doit être compris avant tout comme relevant d'une stratégie défensive, plutôt que de cette vision un peu cinématographique qu'on nous donne parfois d'une Russie, ou d'une Union soviétique, puissance expansionniste obsédée par l'exportation de la révolution socialiste.

Elle a pris certaines initiatives dans ce sens, surtout à travers le Komintern. Et on sait qu'il y a eu du soutien pour, disons, les mouvements syndicaux, les mouvements socialistes en dehors de la Russie. Mais ça, c'est secondaire par rapport à la posture défensive. C'est cette posture défensive qu'il faut examiner. Il faut commencer à réfléchir autrement à la façon dont on comprend les motivations et les priorités stratégiques de la Russie. Pendant la période soviétique, et même avant, je pense que cette logique existait déjà — on pourra en parler si vous voulez. Mais surtout depuis la période post-soviétique, et en particulier depuis le moment, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit, où la Russie post-soviétique a compris une fois de plus que les puissances occidentales, les pays de l'OTAN, n'

étaient pas forcément ses amis ni ses alliés dans ce processus de transition du socialisme vers une économie de marché.

#Pascal

C'est ça qui est fascinant, non ? Dans un de ses derniers discours, Gorbatchev a justement fait allusion à tout ça. Il avait repris tout le jargon, tout le vocabulaire. Il disait aussi, en gros : « On n'a pas encore appris à utiliser la liberté. » L'Union soviétique, puis la Russie, ont commencé à adopter le langage et les codes de l'Occident. Mais à un moment, ils ont dû comprendre qu'ils ne seraient jamais admis dans l'OTAN, et que l'OTAN ne disparaîtrait pas. Et ça, évidemment, recrée tout le problème de sécurité. La grande idée de Gorbatchev, c'était cette « maison européenne commune », où tout le monde serait en sécurité ensemble.

Et il avait de bonnes raisons de penser que ça pouvait marcher, parce qu'il venait de voir comment, sur une période de cinquante, soixante ans, ces ennemis jurés, la France et l'Allemagne, avaient fini par se réconcilier et par devenir, en gros, une unité économique. Donc ce n'est pas une idée sans fondement. Peut-être que vous pouvez en parler. Mais avant ça, est-ce que vous pouvez... parce que, pour être honnête, je fais partie de ceux qui ignoraient complètement qu'entre mille neuf cent dix-huit et mille neuf cent vingt-deux, il y avait eu des forces expéditionnaires... Est-ce que vous pouvez en dire un mot ? Et, bien sûr, ça va de pair avec le premier Napoléon, la guerre de Crimée, puis la Première Guerre mondiale... toutes ces vagues où la Russie a été l'une des cibles à abattre. Mais je ne savais pas du tout pour celle de dix-huit à vingt-deux. Vous pouvez expliquer un peu cette période ?

#Alastair Renfrew

Eh bien, encore une fois, la vision populaire des révolutions russes — et c'est en grande partie compréhensible — se concentre surtout sur les événements immédiats, sur une seule nuit d'octobre, comme si tout s'était joué là. Mais en réalité, la Révolution russe s'est poursuivie, de fait, jusqu'en mille neuf cent vingt-deux. Les forces expéditionnaires dont je parle — venues des États-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France et du Japon — ont toutes pris part au conflit. Je crois que la Légion tchécoslovaque a joué un rôle mineur dans le théâtre d'opérations sibérien. Et c'est justement ce qui nous paraît aujourd'hui si improbable. Mais l'essentiel, c'est que l'une des raisons pour lesquelles on peut qualifier cette guerre de guerre révolutionnaire, plutôt que de guerre civile, c'est qu'une guerre civile suppose un conflit purement interne.

En réalité, ce n'était pas un conflit entièrement interne. On pourrait plutôt dire que c'était un conflit où des puissances étrangères ont tenté de remettre en cause le succès des bolcheviks — leur succès politique. Et, vous savez, je ne suis pas historien, mais je m'appuie sur des sources historiques dans mon propre travail. Si on regarde les cartes historiques de la Russie, entre la fin de l'empire et la création de l'Union soviétique, on voit des cartes assez frappantes qui montrent à quel point les bolcheviks contrôlaient peu de territoire.

Vous savez, c'est presque minuscule, la partie du cœur de l'Europe qui était contrôlée par les bolcheviks en mille neuf cent dix-neuf, mille neuf cent vingt. Et franchement, c'est presque un miracle, à mon avis, que les bolcheviks, les Rouges, aient fini par gagner la guerre civile. Quand on regarde la dynamique de ce conflit, le scénario le plus probable, c'était plutôt une victoire des forces blanches, y compris des troupes expéditionnaires étrangères. Alors, vous voyez, on parle souvent du « psychisme russe », forgé par une longue histoire d'invasions et d'encerclements. Mais là, au cœur du vingtième siècle, on a un exemple où la Russie, sous une forme un peu hybride — quelque part entre l'Empire russe et l'Union soviétique — a failli être conquise, en réalité, par des forces étrangères.

#Pascal

Est-ce que, selon vous, c'était tout aussi dangereux à ce moment-là, ou même plus dangereux que l'avancée des nazis en quarante et un, quarante-deux, quand ils étaient presque arrivés à Moscou ? C'était une énorme invasion terrestre, non ? Mais celle des années vingt, elle aussi, était assez spectaculaire dans son genre, non ?

#Alastair Renfrew

C'était extrêmement marquant. La différence entre ces deux exemples, bien sûr, c'est que le second, celui de mille neuf cent quarante-deux, reste un souvenir vivant seulement pour un tout petit nombre de personnes encore en vie, qui l'ont réellement vécu. Et, vous savez, vous êtes allé récemment en Russie, et quiconque s'y rend, à n'importe quel moment depuis la fin de ce qu'ils appellent la Grande Guerre patriotique, ressent à quel point ce moment-là a confirmé, une fois pour toutes, cette logique de défense. Et encore une fois, inutile de rappeler l'ampleur du sacrifice que la Russie a consenti pour vaincre le fascisme. Vous savez, c'est... Eh bien, en dehors des cours d'histoire américains, je pense que la plupart des gens comprennent que sans l'action soviétique sur le front de l'Est, l'issue de la Seconde Guerre mondiale aurait été totalement différente.

Je veux dire, c'est sans doute le fait historique le plus évident, à mon avis, celui qu'on peut vraiment citer. Donc encore une fois, la nécessité d'une stratégie défensive a été confirmée, encore et encore. Et ce qui est important — et c'est ce que je voudrais vraiment souligner pour vos auditeurs — c'est que, au fond, peu importe la couleur politique du gouvernement dont on parle. C'est un jeu qu'on pratique parfois avec la Russie : on compare des gouvernements plus libéraux à d'autres plus autoritaires. On oppose Alexandre Premier à Nicolas Premier, ou Gorbatchev à Brejnev, ou encore Poutine à Eltsine. Mais au fond, ce n'est pas ça le point essentiel. Le point essentiel, ce n'est pas le contenu du programme politique. Ce qui compte vraiment, c'est dans quelle mesure les différents gouvernements ont su mener avec succès cette politique étrangère défensive.

Je veux dire, si on en revient à la situation actuelle, Poutine est, comme on le sait, un produit de la guerre froide. Toute sa psychologie est imprégnée de cette expérience d'affrontement géopolitique,

de ce sentiment d'être encerclé, assiégé. La politique de Poutine, à mon sens, est presque secondaire. Elle me paraît sans grande importance. Sa politique n'est pas la mienne. Mais juger un personnage comme Poutine uniquement sur le contenu de son programme politique, c'est absurde. Poutine est avant tout un étatiste russe, et il occupe un rôle que beaucoup de dirigeants russes, à différentes époques de l'histoire, ont déjà tenu, quelle que soit leur orientation politique. C'est presque sans rapport. Le point essentiel, celui sur lequel je reviens toujours, c'est qu'il faut comprendre la politique étrangère russe à travers ce qu'on pourrait appeler une politique de défense avancée.

#Pascal

Il y a d'excellents articles et études sur le sujet, mais l'image générale qu'on a en Europe, c'est celle d'une Russie fondamentalement offensive, qui chercherait à agrandir son territoire, peu importe la raison. Et peu importe combien de fois nos collègues russes répètent, enfin, regardez simplement la taille de notre pays. C'est déjà assez difficile à gérer comme ça. Pourquoi pensez-vous qu'on en voudrait encore plus ? Et à de nombreuses reprises, les Russes ont clairement indiqué que ce qu'ils voulaient, c'était un ordre de sécurité, n'est-ce pas ? Parce que cela apporterait de la stabilité. Si on avait un accord de neutralité pour l'Ukraine, et un cadre, même du type des accords de Minsk, qui stabilise et sécurise les frontières, alors le problème russe disparaîtrait.

Mais ce qu'on voit aussi, c'est ce travail constant, ce travail permanent contre ce type de sécurité — sécuriser la frontière, et en même temps, de l'autre côté, la rendre plus vulnérable, en exposant la Russie, en la menaçant avec tout un arsenal de missiles juste à sa frontière. Et la Russie, évidemment, répond : nous ne pouvons pas accepter ça. Ce n'est pas notre idée de la sécurité, d'être à huit minutes de l'anéantissement, n'est-ce pas ? Alors bien sûr, on a les néoconservateurs et d'autres qui rejouent sans cesse ce même scénario. Mais pourquoi, au fond, les Russes sont-ils aussi mauvais pour faire passer leur récit défensif ?

#Alastair Renfrew

Eh bien, je ne pense pas qu'ils soient mauvais pour le vendre. Je pense simplement qu'on ne les écoute pas. Si on revient à Poutine, c'est vraiment un exemple sur lequel il vaut la peine de s'arrêter. Pendant les huit premières années de son pouvoir, Poutine était absolument convaincu que la Russie devait, et pouvait, faire partie d'un ordre de sécurité européen et mondial plus large. C'était sa conviction profonde. Et il a fait des déclarations qui, je m'en souviens, m'avaient littéralement laissé bouche bée. Poutine, en deux mille deux, dans une émission diffusée sur Internet — qui a depuis, comme on dit, disparu de la mémoire collective. Plus personne n'en parle. Il avait prononcé ces mots : il pouvait imaginer une Union européenne dont la Russie ferait partie.

Il a dit ça en deux mille deux, en mars deux mille deux. Quand j'ai regardé le journal du soir ce jour-là, pour voir comment c'était présenté, on nous a expliqué que l'épouse de Poutine s'intéressait beaucoup au cinéma français. La dimension politique, elle, avait complètement disparu. Et c'est ça

qui caractérise cette première phase de l'expérience de Poutine comme dirigeant de la Russie post-soviétique. Il répète sans cesse le même message, ce qui, je pense, agace profondément certains de ses opposants politiques à l'intérieur du pays. Ça peut surprendre certains de vos auditeurs qu'on décrive Vladimir Poutine comme quelqu'un de naïf, d'une manière ou d'une autre. Mais il y a bien une forme de naïveté dans cette première période de son leadership. Et à mon avis, il y a aussi une naïveté, plus générale, à propos de la Russie et des Russes. Et ça nous ramène à votre question sur la manière de raconter l'histoire. Je crois que les Russes, dans l'ensemble, pensent que si on dit la vérité à l'Occident sur ce que nous sommes, tôt ou tard, il finira par nous croire.

#Pascal

Ils vont nous comprendre, il faut juste lever le malentendu. Oui, il y a un malentendu. Ce qu'il faut, ce sont des passerelles — Dmitri Trenin à New York, et tous les autres — de la coopération, du dialogue, et ainsi de suite. Et vous savez, ce n'était pas seulement Vladimir Poutine. On devrait sans doute voir ça comme un moment de naïveté. Ça concernait aussi des gens comme Jeffrey Sachs, qui n'arrivait pas à croire que son pays puisse aider la Pologne à sortir d'une crise monétaire, mais refuse de faire la même chose pour la Russie. Il n'y a pas cru... jusqu'à ce qu'on se moque de lui et qu'on le mette dehors. Et même après ça, il pensait encore qu'il s'agissait de simples malentendus. Ce n'est qu'avec trente ans de recul qu'on commence à comprendre qu'il y avait derrière tout ça quelque chose de systémique... quelque chose qui, à l'époque, n'était pas du tout évident. Ce n'était même pas clair pour le président russe. C'est dire à quel point c'était flou. Vous pouvez développer là-dessus ?

#Alastair Renfrew

Eh bien, la seule politique internationale qui existe vraiment, c'est la politique internationale réaliste. Et la croyance, l'espoir... l'histoire nous montre qu'ils finissent toujours sur le bord de la route. Encore et encore, ça se répète. Vous savez, en deux mille sept, dans son célèbre discours de Munich, Poutine essayait encore de faire passer ce message d'intégration. En deux mille huit, et ça a été rappelé de nombreuses fois, Poutine a assisté au sommet de l'OTAN à Bucarest en tant qu'invité. Il était là, physiquement présent. N'est-ce pas ?

#Pascal

Je ne savais pas.

#Alastair Renfrew

Il a assisté au sommet de Bucarest en tant qu'invité. Et à ce même sommet, les pays de l'OTAN ont confirmé leur position concernant l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine. Et nous y voilà. Avec le recul, tout cela paraît très délibéré. Et avec le recul, c'est aussi la fin d'une étape. La fin d'une phase, et le début d'une autre. Vous savez, dans beaucoup de discussions sur le conflit actuel en Ukraine,

les commentateurs rappellent que tout cela n'a pas commencé en deux mille vingt-deux. Ça a commencé en deux mille quatorze. En réalité, ça a commencé en deux mille huit.

#Alastair Renfrew

La préparation du conflit a commencé en deux mille huit. Et à partir de cette année-là, on voit un tournant dans la politique étrangère russe, un retour vers une logique plus réaliste, centrée sur la défense. Dans les années qui ont précédé le conflit en Ukraine, l'invasion de deux mille vingt-deux, et pendant les quatre ans et demi qui ont suivi, le ministre russe des Affaires étrangères a répété, encore et encore, à ses homologues occidentaux comme aux médias du monde entier, quelle est la politique de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine, comment cette politique s'est formée, et sur quels fondements logiques elle repose. Pour quiconque écoute, c'est assez clair.

Nous en sommes donc réduits à spéculer sur les raisons pour lesquelles, que ce soit les élites politiques occidentales ou le grand public en Occident, ne semblent ni disposés ni capables d'entendre ce message pourtant très clair. Et cela nous ramène à ce sujet récurrent de la russophobie. Il y a comme un blocage, une sorte de peur historique programmée qui s'interpose. Cette peur historique est, à certains égards, bien réelle, et à d'autres, elle est fabriquée. Fabriquée par ces mêmes élites politiques qui, selon leurs propres priorités, refusent tout simplement de reconnaître le caractère défensif de la politique étrangère russe.

#Pascal

Vous savez, c'est... je pense qu'on va encore en parler longtemps. Mais qu'est-ce qui rend si impossible, pour les Européens, d'admettre que la Russie a des préoccupations légitimes en matière de sécurité ? Tout comme les Géorgiens en ont, tout comme les Ukrainiens en ont. Qu'est-ce qui fait que l'avertissement que Vladimir Poutine a lancé en deux mille sept, à la Conférence sur la sécurité de Munich, se retourne contre lui ? Il avait prévenu, en disant : regardez, c'est le chemin de la ruine et de la rupture. Il faut corriger ce malentendu. Et aujourd'hui, tout le monde en Occident pointe du doigt ce discours en disant : c'est à ce moment-là qu'ils sont devenus belliqueux, c'est là qu'ils sont devenus agressifs. Et nous, on dit : mais non !

#Alastair Renfrew

C'est une prédiction. C'est un avertissement, que tout part dans la mauvaise direction. En deux mille huit, Bucarest entre en scène.

#Pascal

Et qui met à l'épreuve la promesse de deux mille huit ? Qui la met à l'épreuve ? C'est M. Saakachvili. Bien sûr, les Russes réagissent comme on le fait quand on subit une attaque et que la guerre est déjà en cours. Et là, l'Occident dit aussitôt : « Vous voyez, on vous l'avait dit, c'est exactement pour

ça qu'on avait promis à la Géorgie l'adhésion. » Parce que, soi-disant, les Russes sont tellement dangereux. Mais en fait, vous créez des prophéties autoréalisatrices, exactement ce dont les Russes avaient mis en garde. Ils disent : « Regardez, c'est une très mauvaise idée. » Et puis ça se produit, et ils disent : « Vous voyez, on vous l'avait dit. » Est-ce que c'est une forme de biais de confirmation que les Européens appliquent à grande échelle ?

#Alastair Renfrew

Eh bien, encore une fois, on peut spéculer sur la dimension psychologique de tout ça, et ce serait sans doute une discussion pour un autre jour. Mais comme je le dis, quelque chose intervient. Il y a un blocage, qu'on puisse le qualifier de simple malentendu ou qu'il s'agisse de quelque chose de plus profond, ancré dans le psychisme des puissances occidentales. Mais vous avez tout à fait raison : deux mille huit, avec la soi-disant guerre russo-géorgienne à l'automne, marque vraiment le début d'une nouvelle guerre froide. C'est la première provocation. Le premier signe que les Russes ont compris qu'on ne les écoutait pas. Et comme je le dis, ils vont devoir revenir à ce que j'ai décrit comme une politique défensive avancée.

Si on nous provoque, on va répondre à la provocation. Et là encore, je pense qu'il y a un parallèle avec la préparation du conflit en Ukraine. Parce que, du point de vue stratégique occidental, ou disons d'un certain point de vue occidental un peu cynique, ça peut sembler une situation gagnant-gagnant. On vous provoque, et si vous acceptez la provocation, on avance encore d'un pas. Si vous réagissez de manière agressive, on vous présente comme l'agresseur. Mais ce qui s'est passé en Géorgie en deux mille huit, à une échelle très limitée — enfin, c'était une sorte de petite tragédie, ce qui s'est passé là-bas — eh bien, ces partitions temporaires en Ossétie et en Abkhazie sont toujours en place.

#Pascal

Oui.

#Alastair Renfrew

Si vous partez de Tbilissi pour aller jusqu'à la frontière, l'agence où vous louez la voiture vous donne une carte et vous dit : regardez, il ne faut surtout pas entrer avec la voiture dans cette zone, ni dans celle-là, ni dans celle-là. Et il y a un transpondeur dans la voiture, donc ils sauront. Franchement, c'est absurde. Même quand vous traversez la Géorgie d'ouest en est, dans les plaines, à des centaines de kilomètres de l'Ossétie, à un moment, vous sentez que vous approchez d'une des zones de partition. Et c'est comme ça depuis deux mille huit. Heureusement, en Géorgie, le nombre de victimes de cette soi-disant guerre est resté limité.

Et le conflit, pour le meilleur ou pour le pire, s'est stabilisé autour de ces zones divisées. Quand on arrive à la période entre deux mille quatorze et deux mille vingt-deux en Ukraine, on retrouve la

même tactique, mais à une échelle bien plus vaste et bien plus agressive. Et l'une des questions qui se posent rétrospectivement en Russie, sur le plan de la stratégie politique, c'est de savoir si la Russie aurait pu, ou aurait dû, réagir plus tôt à la provocation de deux mille quatorze. Une réponse possible, c'est que, eh bien, elle a effectivement réagi, avec l'annexion de la Crimée.

#Pascal

Exactement.

#Alastair Renfrew

Mais cela ne répondait pas à la destruction continue des Russes ethniques, qui étaient pourtant citoyens ukrainiens vivant dans le Donbass. La Russie a fait preuve de retenue pendant huit ans, alors que des Russes ethniques étaient tués dans le Donbass par leur propre gouvernement. Donc, la provocation était bien plus grave que la petite aventure de M. Saakachvili vers la frontière ossète. Maintenant, je pense que, pour revenir à notre discussion actuelle, la plupart des observateurs objectifs qualifieraient la politique russe, pendant cette période de huit ans entre deux mille quatorze et deux mille vingt-deux, de politique de retenue.

#Pascal

Oui, mais justement, c'est exactement ça qui me frustre tellement dans le récit qu'on entend en Occident. À ce stade, ils ont complètement effacé toute cette expérience de leur mémoire. Et quand ils en parlent, c'est uniquement pour évoquer les séparatistes de l'Est soutenus par la Russie, comme si c'était déjà une tentative délibérée de mener une guerre, sans le dire, contre l'Ukraine. Alors qu'en réalité, si on regarde les accords de Minsk — il y en a eu deux —, si on regarde la stratégie globale de la Russie, l'objectif était de garder le Donbass à l'intérieur de l'Ukraine, avec des territoires autonomes disposant d'un droit de veto sur la politique étrangère. Ce qui, de fait, créait une Ukraine neutre, et donc réglait le problème. C'était une solution très claire. Et jamais, pas une seule fois en huit ans, la Russie n'a reconnu ces deux républiques autoproclamées. Pour de très bonnes raisons d'ailleurs, parce qu'elle ne voulait pas saboter sa propre approche défensive. Et tout ça, aujourd'hui, est complètement déformé.

#Alastair Renfrew

Aussi tard qu'en avril deux mille vingt-deux, après l'invasion, ce que vous venez de décrire restait, plus ou moins, la politique russe. Oui.

#Pascal

C'est à ça qu'ils étaient prêts à revenir à Istanbul.

#Alastair Renfrew

Oui. Donc, même après le déclenchement du conflit, la Russie était encore prête à négocier la paix, à condition que Donetsk et Lougansk restent dans l'État ukrainien, mais avec un statut d'autonomie. Là encore, on voit une certaine cohérence dans cette politique étrangère essentiellement défensive. Mais, comme je l'ai dit, cela semblait plutôt correspondre à la stratégie, disons, des puissances occidentales, qui ont simplement choisi d'ignorer les fondements de tout cela. Et encore une fois, sans revenir en détail sur ce qui s'est passé en avril deux mille vingt-deux, je suppose qu'on ne saura pas vraiment ce qui s'est passé à ce moment-là avant plusieurs années, une fois le conflit terminé.

Mais, vous savez, encore une fois, un observateur objectif pourrait en conclure qu'à ce moment-là, même le gouvernement ukrainien semblait prêt à accepter cela comme le prix à payer pour mettre fin au conflit. Maintenant, encore une fois, on ne le saura sans doute que plusieurs années après la fin de la guerre. Et Dieu seul sait quand cela arrivera. Combien de vies ont été perdues entre maintenant et avril deux mille vingt-deux ? Même une estimation prudente parle de centaines de milliers de morts. Peut-être plus encore. Et la question, celle que doivent affronter, je dirais, les stratégies des pays occidentaux, des pays de l'OTAN, c'est : qu'a-t-on réellement gagné en échange de pertes humaines d'une telle ampleur, des deux côtés ?

Pour moi, la réponse, encore une fois, en tant que personne qui n'est ni historien ni théoricien politique — je suis chercheur en littérature —, c'est qu'il n'y a rien. Rien n'a été gagné. Nous n'avons fait aucun progrès vers une résolution globale de ce conflit entre les intérêts légitimes de sécurité de la Russie et les priorités stratégiques de l'OTAN, quelles qu'elles soient. Nous ne sommes pas plus avancés, pas plus proches d'une solution politique. Et, à mon avis, nous restons encore loin d'une véritable résolution du conflit lui-même.

#Pascal

C'est tout à fait exact, même si ça suppose que "gagner" voudrait dire quelque chose de bénéfique pour toutes les parties. Or, on sait bien qu'il y a, au sein de l'alliance transatlantique, surtout dans les cercles néoconservateurs, des gens qui ne raisonnent pas du tout comme ça. Eux, ils pensent en termes de bénéfices maximaux pour leur camp, au détriment de tous les autres. Et si on regarde les choses sous cet angle, ce qu'ils ont gagné, c'est la rupture définitive des liens entre l'Europe et la Russie, non ? Plus de Nord Stream, plus de coopération, pour les vingt ou trente prochaines années au moins, n'est-ce pas ?

Donc, une rupture permanente entre la Russie et les Européens, une dépendance accrue des Européens envers les États-Unis, et le renforcement du complexe militaro-industriel américain. Et n'oublions pas, ces gens malades considèrent le fait de sacrifier les Ukrainiens pour épuiser les Russes comme quelque chose de positif. Ces mêmes personnes qui se lèvent au Congrès et disent : regardez, c'est le meilleur investissement de tous les temps. Les Russes saignent, les Ukrainiens font

le sale boulot à notre place, et ici, notre économie de guerre explose grâce à toutes les ventes d'armes. Regardez, ka-ching, ka-ching. Franchement, de ce point de vue-là, il y a effectivement un énorme bénéfice de leur côté.

Mais ça, évidemment, c'est une de ces interprétations cyniques que, je dirais, des gens comme Vladimir Poutine ont tendance à faire. Des gens qui, en réalité, pensent qu'au fond, il faut bien arriver à une forme de résolution, non ? Qu'on cherche un certain statu quo qui fonctionne. Mais ce genre d'idée, ça ne leur parle pas vraiment. Ce qui est étrange pour moi, c'est que lui-même a dit qu'il connaît ces gens-là. Il a vu passer beaucoup de présidents, qui parlent d'une certaine façon avant d'être élus, et d'une autre après leur élection. C'est lui qui le dit. Alors je ne comprends pas très bien pourquoi il semble accorder autant de confiance à la possibilité de construire ce type de cadre coopératif, alors que c'est clairement l'autre camp qui dit : nous, on n'en veut pas.

#Alastair Renfrew

Oui, enfin, c'est l'un des grands mystères de ce conflit et du contexte géopolitique qui l'entoure : pourquoi Poutine semble encore croire à une forme de résolution dans ces termes. Beaucoup de voix politiques en Russie n'y croient plus du tout, de manière catégorique. Et à mesure que le conflit avance, l'une des craintes, c'est que ces voix deviennent plus fortes, plus influentes. Mais pour revenir à votre question sur ce qu'on y gagne — et je sais que ça peut élargir un peu trop notre discussion —, il est clair que l'OTAN, et même l'administration Trump, si on veut être précis, ont eu des approches très différentes. On voit bien la différence entre la manière dont l'administration Trump a abordé la situation et celle de l'administration Biden.

Beaucoup de gens en ont conclu que Trump n'était pas vraiment intéressé par l'Ukraine. C'est peut-être vrai. Mais l'administration Trump, elle, reste intéressée par le fait que la Russie soit occupée ailleurs. Et depuis deux mille vingt-deux, il y a eu beaucoup d'événements qui n'auraient sans doute pas eu lieu aussi facilement si la Russie n'avait pas été ainsi retenue. Deuxième point : Trump ne se soucie peut-être pas vraiment d'une résolution du conflit ukrainien, mais ce n'est pas contraire à ses intérêts plus larges que l'infrastructure énergétique russe soit déstabilisée par le biais ukrainien. S'il y a un fil conducteur — et c'est un grand "si" —, s'il y a un fil conducteur qui nous permet de comprendre quelque chose à la stratégie de l'administration Trump, ce fil conducteur, c'est forcément l'énergie.

Vous savez, qu'est-ce qui relie le Venezuela et l'Iran ? Un matin, début janvier, je me suis réveillé et j'ai vu que les États-Unis avaient... enfin, il faut un petit moment pour réaliser ce qui s'est passé... les États-Unis avaient enlevé le président d'un État souverain d'Amérique du Sud. Voilà. Une fois le choc passé, j'en suis tout de suite venu à la conclusion qu'il y aurait une guerre au Moyen-Orient avant l'été. Parce que sécuriser un certain flux d'énergie — le pétrole vénézuélien — était une condition préalable nécessaire à l'aventure en Iran. Et la Russie, dans ce grand jeu, celui des guerres mondiales de l'énergie, est en partie marginale, mais pas totalement hors du coup.

Je pense que vous avez raison. On peut en conclure que les États-Unis ne sont peut-être plus aussi intéressés par la stratégie offensive qui a provoqué le conflit. Mais ils n'ont pas non plus d'intérêt particulier à y mettre fin. Parce qu'une Russie affaiblie, distraite, avec une production pétrolière au moins perturbée et réduite, correspond assez bien à la stratégie générale de l'administration Trump. Je me rends compte que je commets l'erreur de débutant qui consiste à vouloir tirer des conclusions raisonnables et rationnelles sur la politique étrangère américaine à l'époque de Donald Trump... alors je m'en excuse.

#Pascal

Non, non, non, non. Je veux dire, même si ce n'était pas intentionnel, si c'est le résultat, alors oui, c'est légitime de dire que c'est quelque chose qu'un certain groupe aux États-Unis apprécie, non ? Les gens qui profitent de toutes ces initiatives... des liens énergétiques qui se créent, et de tout l'argent qu'il y a à gagner avec ça. Et on le sait, les États-Unis tournent autour de l'argent. Et on le voit bien. Le président, par exemple, a gagné un milliard de dollars américains l'an dernier, simplement parce que sa fortune a été placée de manière stratégique par d'autres, et qu'il profite des avantages géopolitiques qu'il entretient. Et il y en a d'autres qui font la même chose. Eux aussi vont en sortir en disant : « Eh bien, c'était une belle période. »

C'était une période incroyable. On a gagné beaucoup d'argent grâce à ça. Mais en Russie, ça, vous ne l'aurez pas. En Europe, il y a peut-être quelques élites qui profitent de ces réseaux transatlantiques, et donc qui soutiennent tout ça. Mais la grande majorité de la population, évidemment, y perd. En Ukraine, on leur demande littéralement de saigner pour ça, et de mourir par centaines de milliers. Et c'est là que réside tout le choc, toute l'immoralité de ceux qui appellent à soutenir l'Ukraine, vous voyez ? Et qui se disent amis de l'Ukraine, alors qu'aujourd'hui, les Européens commencent même à refouler des gens. Des garçons et des hommes en âge de combattre, qu'on renvoie là-bas pour qu'ils continuent à saigner pour ce système.

#Alastair Renfrew

Oui, quand on passe de la politique américaine au théâtre européen, c'est là que, de mon point de vue, tout devient complètement inexplicable. C'est à ce moment-là qu'il faut, je crois, à nouveau faire appel à des catégories psychologiques. On ne peut tout simplement pas comprendre, d'un point de vue stratégique, pourquoi le continent européen semble prêt à se réarmer pour prolonger le conflit en Ukraine.

#Pascal

Ou même l'étendre, l'étendre au-delà de l'Europe.

#Alastair Renfrew

Eh bien, voilà, c'est le point de blocage, c'est là où on en est. Et encore une fois, du point de vue russe, avant de revenir aux pays occidentaux, mon analyse, c'est que la Russie a pensé ce conflit de manière stratégique. Je crois qu'ils en ont conclu qu'ils pouvaient contrôler la guerre en Ukraine. Et si on revient à ce point essentiel sur la mauvaise compréhension, en Occident, de la Russie et de son état d'esprit, je pense que les Russes sont prêts, si nécessaire, à maintenir ce conflit limité aussi longtemps qu'il le faudra. John Mearsheimer a d'ailleurs décrit le scénario le plus probable comme une victoire russe désordonnée.

Et je suppose que, quand il dit que ce sera "désordonné", il veut dire que le conflit va durer encore plusieurs années, avec encore plus de victimes. Donc, la Russie est prête, je pense, à s'enraciner et à vivre avec un conflit limité, qu'elle peut contrôler. Ce qu'elle ne peut pas contrôler — on ne peut pas, stratégiquement, anticiper un conflit élargi, impliquant d'autres puissances occidentales. La Russie ne veut clairement pas de ça. Or, encore une fois, les pays européens semblent comprendre que ce n'est pas ce que la Russie souhaite. Et cela semble être la seule raison rationnelle pour laquelle ils en ont conclu que, justement, c'est ce qu'ils doivent faire. Ce que la Russie ne veut pas, c'est précisément ce que nous devons poursuivre.

En réalité, je ne pense pas qu'aucun pays d'Europe de l'Ouest ait aujourd'hui la capacité militaire de soutenir un conflit prolongé avec la Russie. Et, à vrai dire, cela semble presque sans importance. J'allais justement dire que j'ai regardé, à la fois amusé et un peu horrifié, les célébrations du 14 juillet en France, où le ministre des Affaires étrangères mettait en avant la participation militaire de, je crois, jusqu'à vingt-sept pays. Ça m'a presque rappelé un défilé du Premier Mai sur la place Rouge, à l'époque soviétique. Hmm... Mais là, sous l'Arc de Triomphe, ce genre de mise en scène militaire un peu théâtrale... Il y a quelque chose qui cloche dans le calcul stratégique des membres ouest-européens de l'OTAN. Et, franchement, je ne prétends pas comprendre pourquoi.

Vous savez, du point de vue britannique, vous êtes peut-être au courant de ça. On nous le rappelle tous les deux ou trois mois dans la presse. Et, vous voyez, on sent bien que les grands médias bougent comme un vol d'oiseaux, ou un banc de poissons. Le même message apparaît partout, en même temps. On nous prépare à une éventuelle conscription, à la nécessité d'un conflit avec la Russie. Et le plus ironique, c'est que tout ça est présenté comme défensif. Oui. C'est quelque chose qu'on nous dit devoir affronter, parce que la Russie serait une puissance expansionniste, autoritaire et agressive. Et là, on touche au cœur du problème. C'est là-dessus que je veux revenir. Peut-être que tout ça repose sur un malentendu. Peut-être sur une incompréhension fondamentale de l'orientation de la politique étrangère russe. Ou alors, c'est peut-être le dernier mensonge cynique produit par les services de sécurité, qui ont tout intérêt à entretenir l'illusion d'un danger réel et permanent.

Le problème dans tout ça, et c'est pour ça que j'évoque le psychologisme, c'est la manière dont ce malentendu, ou cette tromperie — selon ce qu'on en conclut — de la part des élites politiques, se transmet au grand public. Autrement dit, comment on en arrive à faire croire, ou à faire adhérer, le grand public à l'idée qu'un conflit avec la Russie serait nécessaire. Alors, l'opinion publique, c'est

quelque chose de notoirement insaisissable. Vous savez, tout le monde a une idée de ce qu'elle est à un moment donné, mais en réalité, on ne sait pas vraiment ce qu'elle sera tant qu'elle n'a pas été mise à l'épreuve publiquement. Et j'aimerais espérer, du moins dans le contexte britannique, que si un jour cette opinion est testée à propos d'un éventuel conflit avec la Russie, l'opinion publique britannique se rangera du côté de la raison. Mais bon, ça reste une spéculation de ma part.

#Pascal

Oui, enfin, l'espoir meurt en dernier, non ? Mais c'est quand même un moment assez précaire, surtout quand on voit aussi comment, et c'est peut-être là que ça rejoint la russophobie, comment tout ça, même si on part du principe que c'est une mauvaise compréhension de la Russie elle-même, devient ensuite politisé, puis transformé, à travers la propagande et la russophobie, en quelque chose d'utile politiquement. Parce qu'au fond, ce qu'il faut, c'est... vous voyez, c'est juste la partie centrale de la courbe. Il suffit que la majorité suive, et tout va bien, non ? Vous aurez assez de conscrits, et tout le reste, pour mener la politique que vous imaginez, tant que vous avez cette partie médiane de la population. Cinquante, cinquante-cinq pour cent, c'est suffisant, largement suffisant, pour faire avancer les choses. On peut même s'en sortir avec moins. Rappelez-vous, monsieur Zelensky a été élu en deux mille dix-neuf sur un programme de paix, pour faire la paix avec la Russie, n'est-ce pas ? Et il a largement remporté cette élection. Et pourtant, ça n'a pas suffi à changer la trajectoire du navire, qui avait déjà pris une certaine direction.

C'est ce qui nous a menés là où on en est aujourd'hui. La question, et ce sera peut-être la dernière que je vous poserai, c'est votre évaluation de la situation actuelle de la Russie, et de sa compréhension du fonctionnement de l'Occident. Parce que, encore une fois, vous avez évoqué des gens comme monsieur Karaganov, qui disent en gros : « il faut frapper l'Europe avec l'arme nucléaire pour rétablir la dissuasion ». Et puis, on a toujours Vladimir Poutine, qui semble suivre une stratégie complètement différente sur la guerre des drones, et qui dit : « regardez, on est en train de gagner sur le champ de bataille, on ne va pas gâcher ça, on ne va pas offrir aux Européens une européanisation du conflit ». Mais en contrepartie, il n'y a pas d'autre choix que d'encaisser certains chocs et de les gérer. Alors, selon vous, comment, au cœur du pouvoir russe, on comprend aujourd'hui le fait que les Européens sont totalement réticents à leur accorder une quelconque garantie de sécurité ?

#Alastair Renfrew

Eh bien, ici, je pense qu'il y a, paradoxalement, une raison d'espérer. Parce que si on accepte l'idée que j'ai avancée — à savoir que la politique étrangère russe, historiquement, à travers différents gouvernements et différentes orientations politiques, a toujours été fondamentalement défensive — si c'est vrai, alors c'est justement la base de l'espoir que cela continue de l'être. Et c'est mon estimation. Je pense, comme je l'ai dit il y a un instant, que les Russes sont arrivés à la conclusion qu'ils peuvent maîtriser un conflit limité en Ukraine, mais qu'il leur sera sans doute impossible de contrôler les variables d'un conflit prolongé avec l'ensemble de la famille de l'OTAN.

On peut donc en conclure que, vous savez, tous ces bruits qu'on entend — ils ont une sorte de fonction, une fonction structurelle, non ? Par exemple, le talk-show de fin de soirée, ou l'ancien président très actif sur Twitter, peuvent dire des choses que les représentants respectables du gouvernement actuel ne peuvent pas dire. À mon avis, la plupart de tout ça, c'est du bruit. Et parfois, ce bruit vient de la colère, ce qui est compréhensible. Mais selon moi, ce bruit n'aura pas d'influence sur la politique stratégique. La Russie, elle, va sans doute continuer à suivre une politique étrangère fondamentalement défensive, même face à une provocation accrue.

Encore une fois, comme on l'a évoqué brièvement à propos de la préparation de la Russie, le conflit en Ukraine les place dans une situation difficile. Ils doivent trouver des moyens de réagir à de nouvelles provocations, mais de façon limitée, sans provoquer d'escalade. Mais si je devais parier entre une escalade et une non-escalade, je miserais plutôt sur la non-escalade. Et pour ça, on devrait remercier ce qu'on appelle la politique étrangère russe de défense avancée, plutôt qu'une quelconque stratégie éclairée de la part de l'Occident ou des pays de l'OTAN.

#Pascal

J'aime beaucoup cette analyse. Et finissons sur cette note positive, parce qu'on peut placer notre espoir dans une certaine rationalité russe, plutôt que dans un retour à la raison de l'Occident, qui semble plus lointain que jamais. Mais arrêtons-nous là. Alistair, pour les gens qui veulent te suivre — je sais que tu écris aussi sous un pseudonyme — où peuvent-ils aller pour te lire, ou en savoir plus sur toi ?

#Alistair Renfrew

Ils me trouveront sur Substack sous le nom d'Alessandro Del Guado, c'est mon pseudonyme littéraire. Et ils y trouveront mon roman, *Kuchorin*. C'est un nom que tous vos auditeurs russes reconnaîtront. Qu'ils achètent leurs livres en librairie ou sur le site de l'éditeur, Faction Books. Alessandro Del Guado. Ne me demandez pas pourquoi l'auteur d'un faux roman russe du dix-neuvième siècle porte un pseudonyme italien... c'est une longue histoire.

#Pascal

On en parlera dans une autre interview, un autre jour. Pour l'instant, Alistair Renfrew, merci beaucoup d'avoir pris le temps de nous parler aujourd'hui.

#Alistair Renfrew

Merci beaucoup, Pascal Lottaz. Merci.